

Les crédits

provinces d'ailleurs, il ne s'agit pas d'une responsabilité fédérale. Le gouvernement fédéral a mis énormément d'argent en termes de transferts dans le domaine des soins de santé.

Le point central maintenant, monsieur le Président, c'est comment nous allons faire pour faire en sorte que ces 60 milliards de dollars annuellement dépensés dans l'ensemble du Canada en soins de santé, vont l'être de façon efficace. Les provinces ont cette responsabilité directe, monsieur le Président. Prenons un seul exemple. Promenez-vous partout à travers le Canada, que l'on soit au Québec ou dans toutes les autres provinces ou dans les Territoires, tout le monde se rend compte qu'un très grand nombre de citoyens, de personnes âgées, de gens qui ont 65 ans et plus, occupent actuellement des lits dans les hôpitaux du Canada. Et tout le monde sait, dans le domaine de la santé, que lorsqu'une personne âgée, malade chronique, doit occuper un lit dans un hôpital, il s'agit d'un coût social extrêmement élevé sur les finances des ministères de la Santé de chacune des provinces. Alors, il s'agit tout simplement de regarder ce phénomène-là qui existe partout à travers le Canada.

• (1630)

Monsieur le Président, au lieu d'investir cet argent-là à garder de force des personnes âgées dans des hôpitaux à des coûts tout à fait prohibitifs, nous devrions plutôt trouver des solutions alternatives et faire en sorte que ces personnes âgées puissent être hébergées dans des lieux qui coûtent moins cher en termes de pressions sur les coûts dans le domaine des soins de la santé.

Monsieur le Président, il existe aussi un autre phénomène au Canada comparativement à tous les pays industrialisés, dans les pays de l'Ouest, car c'est au Canada, monsieur le Président, que lorsqu'on rentre à l'hôpital et qu'on en sort, si vous comparez cela à la France, à la Grande-Bretagne, aux États-Unis, à l'Allemagne, aux Pays-Bas, à la Suède, à la Finlande et à la Norvège, c'est au Canada que nous, quand nous sommes malades, les Canadiens, restons le plus longtemps à l'hôpital. Je ne pense pas que les citoyens canadiens soient plus malades que les citoyens suédois, finlandais ou norvégiens. Il y a certainement dans notre système de santé au Canada, un problème très sérieux. Pourquoi nous, Canadiens, lorsqu'on va à l'hôpital, on resterait plus longtemps, on serait plus malade, dans les mêmes standards médicaux, que les citoyens des autres pays industrialisés?

Je pense que dans le système de fonctionnement des hôpitaux, lequel, monsieur le Président, est géré par les provinces, il faudrait quand même rappeler que ce sont les provinces qui ont la responsabilité de l'entrée et de la sortie des patients dans nos hôpitaux. Il faudrait que les gouvernements des provinces réexaminent l'ensemble de cette situation-là.

Monsieur le Président, nous avons au Canada un système de soins de santé qui coûte 2 500 \$ par citoyen. Notre système de soins de santé prévoit qu'on a actuellement, en 1991, 57 000 médecins qui sont au service des Canadiens et des Canadiennes et qui sont payés par l'argent des contribuables. Nous avons au Canada, actuellement, un quart de million d'infirmiers et d'infirmières qui s'occupent des soins de santé dans les hôpitaux. Malgré tout cela, monsieur le Président, malgré les milliards de dollars que nous avons investis dans ce domaine-là—et le gouvernement fédéral a bien peu de contrôle sur l'argent qu'il donne aux provinces, il ne fait que payer et les provinces appliquent l'ensemble de la politique nationale qui a été adoptée par les gouvernements précédents—mais malgré tout cela, nous avons encore au Canada un taux de mortalité infantile qui est encore supérieur à d'autres pays du monde.

Qu'est-ce que cela veut dire? Nous dépensons ici, au Canada, dans un premier temps, plus d'argent que tout autre pays au monde qui a un système national de santé publique comme le nôtre, par rapport au Produit national brut. Nous dépensons donc plus d'argent que tous les pays, la Suède, la Norvège, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, tous les pays qui ont un système national. On dépense plus *per capita* par rapport à notre Produit national brut que tous ces pays-là.

Malgré tout cela, notre système national de santé, qui est quand même en bon état, a des déficiences. Ces déficiences sont administrées par les provinces. Il serait temps, monsieur le Président, que les gens du Nouveau parti démocratique et du Parti libéral du Canada cessent d'imputer cette responsabilité au gouvernement fédéral, parce que cette responsabilité directe revient aux provinces. Voilà le noeud de la question, voilà le nerf de la guerre dans laquelle nous sommes actuellement par rapport à l'ensemble des soins de santé dans notre pays.

Il y a une chose très importante, également, qui doit être dite à toute la population canadienne. Depuis le début du débat ce matin lancé par le député de Winnipeg-Nord, les Libéraux sont venus dire que c'était la fin du système médical au Canada. Pourtant, je viens de vous dire, monsieur le Président, qu'il n'y a pas un pays au monde qui dépense autant d'argent que le Canada dans ce domaine-là. Il n'y a aucun pays au monde qui le fait autant. Qu'est-ce que les Libéraux et les Néo-démocrates veulent avoir de plus? Je pense que c'est là le nerf de la guerre, le nerf de la question. Il y a de l'argent dans le système, mais il s'agirait tout simplement de mieux utiliser les ressources qui sont à notre disposition.

Il y a un autre argument que les Libéraux tentent de nous vendre de façon honteuse et de façon tout à fait fautive, monsieur le Président, en faisant ces menaces. L'ancien ministre libéral de la Santé, ici à Ottawa, M^{me} Monique Bégin, le lendemain du dépôt du Budget a dit: «Écoutez là, je ne suis plus en politique maintenant, donc